

NOTE POUR INFORMATION

Pôle Environnement et Services Publics

Département de l'Eau – Service gestion territoriale de l'eau

- Rédactrice : Nathalie LACAZE s/c Patricia BAJARD
- Destinataire : Nicolas PERRIN, Marie BREUIL
- Copies : David SGAMBATO, Théophile BLANC

OBJET : PROJET DE DESSERTE FORESTIERE DU MASSIF DU CONNEX – COMMUNE DE NOTRE-DAME-DE-MESAGE

Date : 07/03/2024
Note EAU24NT013

La présente note vise à apporter les éléments en vue d'un positionnement du Département de l'eau concernant le projet de desserte forestière du massif du Connex et son impact sur la ressource en eau potable.

L'analyse du projet se base sur les données fournies par le service forêt métropolitain, dans la note transmise le 26/02/2024 « RiveroM_NoteConnex enjeu eau_GAM_VF ».

L'avis émis se rapporte au projet tel que présenté dans cette note, toute évolution du projet devra à nouveau être analysé pour émission d'un nouvel avis.

L'alimentation en eau potable

➡ Ressource concernée : captage Balmes, constitué de 4 points de captage situés en forêt communale de Notre-Dame de Mésage et alimentant le haut service de la commune.

Une sécurisation du secteur est effective par le réseau Romanche, qui alimente le bas service de la commune.

Au titre du SDAEP, le réseau Romanche a vocation à alimenter la totalité de la commune. Le captage Balmes sera conservé en secours, sans que la temporalité de bascule de ressource active à secours ne soit définie.



➡ Une ressource bénéficiant d'un avis d'hydrogéologue agréé de 1995

Dans le cadre de la planification des DUP, le captage Balmes est classé en priorité 4 « Captages de secours ». Le calendrier actuel prévoit un lancement de la procédure en 2031.

➡ Une ressource vulnérable aux apports d'eaux superficielles

L'environnement des captages est peu soumis aux pressions anthropiques, donc protecteur.

D'après le rapport de l'hydrogéologue agréé, le captage est alimenté par des circulations profondes bénéficiant d'une filtration naturelle. Il est toutefois vulnérable aux apports d'eaux superficielles aux alentours du captage, qui peuvent être source de contaminations bactériennes ponctuelles.

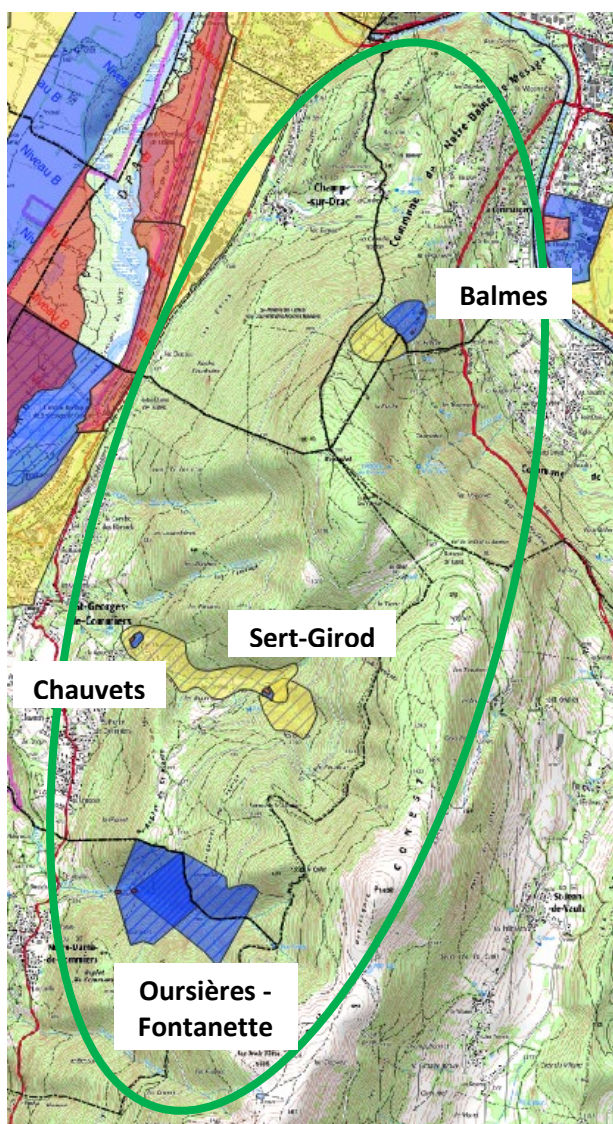
➤ Des prescriptions intégrant l'exploitation forestière

L'avis de l'hydrogéologue agréé prévoit qu'en périmètre de protection rapprochée « l'exploitation forestière devra être rigoureusement contrôlée par le service des eaux et on devra veiller à ne pas provoquer de ravinement lors de l'extraction des bois ».

➤ Une commune engagée dans le partenariat GAM / ONF / communes

La commune de Notre-Dame-de-Mésage est signataire de la convention qui définit les modalités d'intervention de la Métropole et de la commune sur les périmètres de protection des captages selon les objectifs suivants :

- Permettre à la Métropole d'exercer pleinement sa compétence eau potable : la commune a accordé à la Métropole le droit d'occupation nécessaire à l'exploitation des captages situés sur des parcelles communales soumises au régime forestier, donc non transférable au titre de la loi MAPTAM
- Intégrer l'enjeu de préservation des ressources en eau dans le cadre des travaux forestiers : la commune, maître d'ouvrage des coupes forestières en forêt communale, a approuvé la convention de partenariat GAM/ONF pour la préservation des captages en forêt publique



Le massif du Connex : un enjeu fort pour la filière bois

➤ Un projet prioritaire du schéma métropolitain de desserte forestière et de mobilisation des bois approuvé par délibération le 20/12/2019

- Massif majoritairement en forêts communales ;
- Potentiel de mobilisation de grandes quantités de bois de bonne qualité et arrivé à maturité ;
- Besoin de renouveler les peuplements pour introduire des essences plus adaptées au changement climatique ;
- Equipements de desserte peu adaptés rendant impossible l'exploitation des bois

➤ Un projet global de désenclavement de la partie nord du massif, sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine, qui concerne plusieurs captages

La route du Connex est l'artère structurante de la partie nord du massif. Elle traverse les territoires de Saint-Georges-de-Commiers, Champ-sur-Drac, Notre-Dame-de-Mésage et Saint-Pierre-de-Mésage.

Un déficit d'entretien depuis sa création a engendré une dégradation progressive qui la rend impraticable aux camions-grumiers, empêchant toute coupe forestière depuis plusieurs années.

Le projet global de désenclavement du massif comprend la mise au gabarit de la route forestière sur certains secteurs et la création de pistes et chargeoirs. Les interfaces du projet global avec des captages d'eau potable sont les suivants :

- **Captage Oursière-Fontanettes à Notre-Dame-de-Commiers** : en 2021, un avis défavorable sur le projet de desserte forestière a été émis par le Département de l'eau, tant que les ressources de Notre-Dame-de-Commiers n'ont pas été substituées par le Puits des Iles (horizon 2025) ; leur abandon a été acté, les ressources de Saint-Georges-de-Commiers permettant à terme d'alimenter St-Georges et Notre-Dame-de Commiers en secours ;
- **Captage Sert-Girod à Saint-Georges-de-Commiers** : la route forestière traverse les périmètres de protection, son état ne nécessite a priori pas de travaux. En cas de coupe forestière en périmètre de protection, les mesures de précaution sont mises en place conformément à la convention de partenariat GAM/ONF ;
- **Captage Balmes** : objet de la présente note.

La tranche de travaux envisagée sur la commune de Notre-Dame-de-Mésage

La mission préservation des ressources en eau a été sollicitée sur le projet en 2023 par l'ONF et le service forêt métropolitain. Une visite de terrain a été réalisée en octobre 2023.

⇒ Un programme de travaux ayant fait l'objet d'adaptations aux enjeux de protection du captage Balmes

Le projet initial prévoyait la mise au gabarit de la route forestière en PPR (350 m), la création d'un chargeoir et d'une place de retournement (hors PPC) et l'élargissement d'une piste située en limite de PPR/PPE. Suite à la visite de terrain, le projet a évolué :

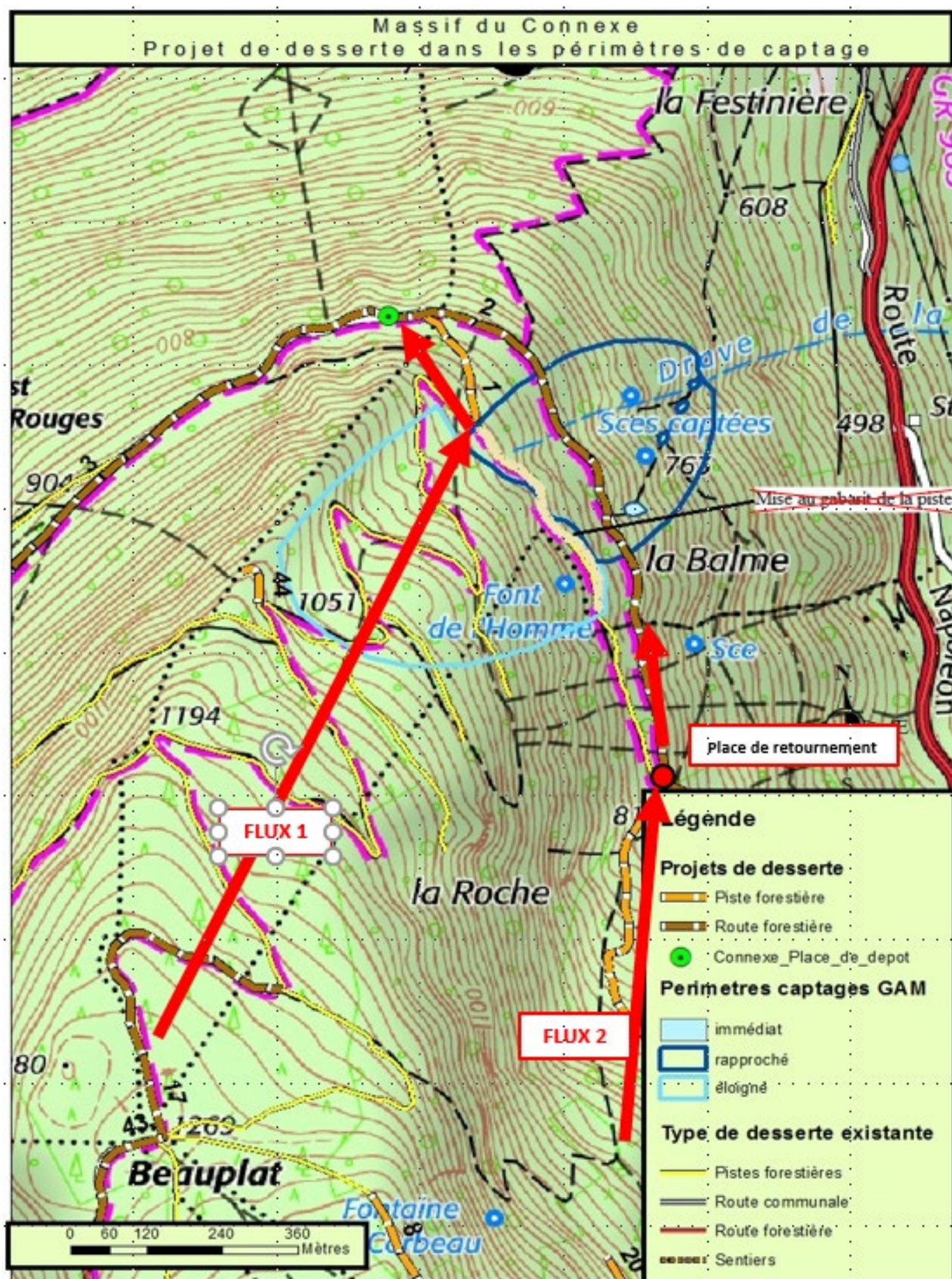
- La partie de route forestière en PPR ne nécessite pas d'intervention, elle est suffisamment large et portante (photo ci-contre)
- L'élargissement de la piste forestière en amont est abandonné, la nature des travaux (déroctage) faisant peser plus de risques sur le captage
- Installation d'une barrière assortie d'un panneau B0 « circulation de véhicules est interdite dans les deux sens » au départ de la route



Une carte est présentée page suivante.

Sous réserve d'un avis favorable du Département de l'eau et de l'obtention des subventions, les travaux se dérouleraient en 2025.

En l'état actuel de connaissance du fonctionnement de la ressource eau, les risques engendrés par la phase travaux de la nouvelle tranche de desserte sont faibles.



Surveillance, entretien et conditions d'exploitation

➤ Une mission de l'ONF dans le cadre du régime forestier

Dans le cadre du régime forestier, l'ONF réalise des tournées de surveillance du patrimoine communal (hebdomadaires l'été ; mensuelles l'hiver en fonction de l'enneigement).

Les agents de l'ONF sont assermentés et disposent du pouvoir de police en cas d'infraction au code forestier et au code de l'environnement.

➤ Un entretien et des conditions d'utilisation encadrées

La convention intercommunale, signée en 2023 par les communes du massif du Connex (Saint-Georges-de-Commiers, Notre-Dame-de-Commiers, Champ-sur-Drac, Notre-Dame-de-Mésage, Saint-Pierre-de-Mésage, Notre-Dame-de-Vaulx, Laffrey, Saint-Jean-de-Vaulx), comprend notamment les éléments suivants :

- statut des routes et des conditions de circulation : la route du Connex est fermée à la circulation, la convention précise les ayants droit
- conditions d'utilisation liées aux intempéries : interdiction de circulation entre le 01/12 et 31/03 et en période de pluie et de ressuyage des sols
- état des lieux, remise en état et modalités d'entretien des infrastructures dans le cadre du régime forestier (programme de travaux annuel proposé par l'ONF)

L'interdiction de circulation est actée par arrêté municipal, dont les infractions peuvent être constatées et verbalisées par les maires, les agents de l'OFB et de l'ONF, la gendarmerie nationale.

Le dispositif de surveillance et d'entretien du projet de desserte paraît adapté aux enjeux de préservation de la ressource en eau.

Un enjeu de maîtrise des flux (bois / grumiers)

Les enjeux se situent au niveau des coupes forestières ultérieures, notamment les circulations des camions grumiers en amont des captages.

Afin de bien identifier les flux qui transiteront par les PPC deux zones sont distinguées (Cf. carte).

➤ La zone « FLUX 1 »

Les parcelles forestières concernées sont pour partie en PPE, les bois seront évacués vers la piste forestière et le chargeoir à créer en dehors des PPC.

Les camions grumiers chargés de leur évacuation transiteront à vide par le PPR pour faire demi-tour à la place de retournement.

Cette zone représente un volume mobilisable de 750 m³ de bois, soit environ 18 grumiers.

➤ La zone « FLUX 2 »

Les bois issus de ces parcelles seront acheminés jusqu'à la place de dépôt terminale (place de retournement) où ils seront chargés sur les camions grumiers. Ces camions traverseront donc deux fois le PPR : à vide à l'aller et chargés au retour, pour évacuer les bois.

Cette zone représente un volume mobilisable de 120 m³ de bois, soit environ 3 grumiers.

➤ Les parcelles en aval de la route

Les ouvrages de captage sont situés sur ces parcelles. Aucune coupe n'est prévue du fait de la forte pente (bois non commercialisables, risques de déstabilisation).

➤ Synthèse coupes d'exploitation et transit dans le PPR du captage

Les bois à extraire à court terme représentent un volume d'environ 900 m³.

La coupe est envisagée en 2026 en un seul lot pour la rendre attractive, au vu des nombreuses contraintes de terrain. Sa durée serait de 3 à 4 semaines pour l'exploitation + 1 à 2 mois pour l'enlèvement des bois.

L'évacuation de ces bois nécessite une vingtaine de grumiers, soit environ 40 passages dans le PPR, dont 3 seulement chargés.

L'exploitation suivante est prévue en 2036.

Pour s'assurer de la maîtrise des flux bois / circulations, les mesures suivantes sont prévues par l'ONF :

- remarque spécifique, à définir conjointement, inscrite dans les clauses particulières de la fiche de vente de la coupe
- point spécifique dans le PV de rencontre préalable à l'exploitation, signé entre l'ONF et l'exploitant forestier le 1^{er} jour de l'exploitation
- surveillance tout au long du chantier

Le transit des grumiers en PPR fait peser une pression sur la ressource en eau potable. Les dispositifs prévus pour maîtriser les flux de circulation permettent toutefois de limiter les risques.

Proposition d'avis

Au regard :

- de l'adaptation du programme en vue de diminuer les risques engendrés par la phase travaux du projet de desserte
- des mesures envisagées permettant de maîtriser les flux de circulation, donc de limiter les risques de dégradation de la ressource en eau
- du dispositif de surveillance et d'entretien de l'infrastructure mis en place pour assurer sa pérennité et le respect de l'interdiction de circulation sauf ayants-droits
- du dispositif partenarial GAM / ONF / commune permettant d'encadrer les mesures visant à la préservation des ressources en eau potable en forêt publique
- de la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la commune de Notre-Dame-de-Mésage par le réseau Romanche

Il est proposé d'émettre un avis favorable au projet de desserte forestière, assorti des préconisations suivantes :

- en phase travaux : sensibilisation à l'enjeu eau potable des conducteurs d'engins / véhicules traversant le PPR, présence de kits anti-pollution sur le chantier
- en phase exploitation : mise en place des mesures de précaution pour les coupes en périmètre de protection éloignée
- inscrire les agents du Département de l'eau en tant que bénéficiaires de l'autorisation de circulation sur la route du Connex, fermée à la circulation
- prévoir une signalétique et une information / sensibilisation à l'enjeu eau potable des ayants droit bénéficiaires de l'autorisation de circulation sur la route (propriétaires forestiers privés et chasseurs)
- inscription de l'enjeu eau potable dans les documents encadrant l'utilisation de la route, étude de l'opportunité de la mise en place d'un règlement d'utilisation opposable aux tiers

Toute évolution du projet devra être soumise à un nouvel avis.

Proposition d'avis approuvée le 14/03/2024 par :

Marie Breuil, responsable du service gestion territoriale de l'eau

Nicolas Perrin, directeur du département de l'eau